Synthèse de presse du cefc

La nouvelle « génération perdue »

Inégalités et malaise social au sein de la jeunesse chinoise

KARITA KAN

Les discussions sur la jeunesse chinoise dans les médias populaires sont souvent obscurcies par des étiquettes inopportunes telles que « génération post 1980 » (*balinghou* 八零后) et « génération post 1990 » (*jiulinghou* 九零后) qui tendent à se focaliser sur des caractéristiques générationnelles collectives. Incarnant la première génération d'enfants uniques, ces jeunes sont vus comme des « petits empereurs » égocentriques dépourvus de talent pour la communication et l'interaction horizontale. Ayant grandi au cours de la période de réforme marquée par une prospérité économique et une abondance matérielle, ils sont décrits comme étant obnubilés par leur apparence et la consommation. Leur obsession pour les produits de haute technologie en particulier leur a valu d'être surnommés les « fans d'Apple » (*guofen* 果粉) ou encore la « tribu des pouces » (*muzhi zu* 拇指族). Avec peu de souvenirs des manifestations de Tiananmen en 1989, ils sont vus comme n'étant guère concernés par la politique et plus insouciants. Non habitués aux difficultés, ils sont caractérisés par leur exceptionnelle incapacité à « manger de l'amertume » (*chiku* 吃苦), ployant facilement sous la critique et la pression. Ils sont appelés les « fraises » (*caomei* 草莓) – d'une apparence raffinée et attirante mais extrêmement vulnérables et facilement abîmées. Les garçons, en particulier, se voient reprocher de devenir de plus en plus efféminés (*nanxing de nüxinghua* 男性的女性化) [1].

Plusieurs rapports récents dans la presse chinoise se sont intéressés à la situation actuelle des jeunes, faisant apparaître une réalité bien plus complexe. Quatre ans après que Lian Si a inventé le terme de « tribu des fourmis », le nouveau terme à la mode est aujourd'hui *diaosi* et fait référence à une nouvelle classe de « losers », comme l'a détaillé le *Xin Zhoukan* en 2012. Le malaise vécu par les jeunes se définissant comme *diaosi,* qui se sentent exclus des bénéfices de la croissance de la Chine, peut-être corrélé à plusieurs incidents récents liés au phénomène « des riches de seconde génération » qui se placent au-dessus des lois. Le numéro du premier avril 2013 du *Nanfeng Chuang* consacrait sa une, de façon similaire, à la cristallisation insidieuse des strates sociales (*jieceng jianghua* 阶层僵化; *jieceng guhua* 阶层固化) dans la Chine contemporaine. Les rédacteurs déplorent l'émergence d'une société dans laquelle le « gagnant emporte tout » (*yingjia tongchi* 赢家通吃), dominée par des conglomérats d'intérêt particulier (*teshu liyi jituan* 特殊利益集团) qui agissent hors la loi conformément à une « conscience de pouvoir privilégié » (*tequan yishi* 特权意识), et mettent en garde contre la reproduction inquiétante de strates sociales (*jieceng zaishengchan* 阶层再生产) qui prive les jeunes d'une mobilité ascendante.

Cette synthèse, qui prend pour point de départ des rapports récents sur les générations post 1980 et post 1990, vise à déconstruire ces étiquettes afin de mettre en lumière certaines des cloisons et des barrières sociales les plus poignantes auxquelles sont confrontés différents groupes au sein de la nouvelle génération. Il débute sur une analyse du phénomène de *diaosi* et des réalités sociales sous-jacentes. Il étudie ensuite les causes fondamentales de la frustration populaire en examinant les inégalités dans le domaine de l'éducation en Chine afin de révéler un système qui reproduit, quasi systématiquement, des disparités intergénérationnelles. Les parties suivantes s'intéressent respectivement aux diplômés d'université qui, pour nombre d'entre eux, constituent la « tribu des fourmis » chinoise en pleine expansion, et la nouvelle génération des travailleurs migrants ruraux pour qui le droit du travail et les droits à une citoyenneté urbaine demeurent profondément restreints. La conclusion soulignera les manières dont la jeunesse chinoise, qui se définit elle-même comme la « nouvelle génération perdue », cherche à redéfinir son rôle de citoyen selon ses propres termes [2].

Les nouveaux « losers » face à une société qui repose de plus en plus sur le statut social

Un sentiment, de plus en plus répandu, selon lequel le talent et l'effort ne peuvent pas changer le destin, a donné naissance à des expressions collectives humoristiques d'autodérision et d'auto-condescendance (*ziwo tiaokan* 自我调侃). *Diaosi* (屌丝), terme grossier qui signifie perdant, est devenu un phénomène culturel et un symbole identitaire pour nombre de jeunes hommes chinois [3]. En 2011 il a fait l'objet de 41 millions de recherches sur Google et a été mentionné plus de 2 millions de fois sur Weibo [4]. Devenu populaire par l'intermédiaire des blogs en ligne et des forums de discussion, *diaosi* fait référence à ceux qui sont issus de milieux modestes et qui man-

1. Alec Ash, « Two PKU professors on China's youth », *China Beat*, 13 juillet 2010, www.thechinabeat.org/?p=2350 (consulté le 9 avril 2013).
2. Evan Osnos, « A Collage of Chinese values », *The New Yorker*, 21 mars 2012, www.newyorker.com/online/blogs/evanosnos/2012/03/a-collage-of-chinese-values.html (consulté le 9 avril 2013).
3. Pour plus de détails sur l'évolution du terme *diaosi* dans la culture Internet, se reporter au n° 373 du *Xin Zhoukan*, 15 juin 2012. Sur la culture *diaosi* voir aussi « Diaosi: Yige Zitou de dansheng » (Diaosi : la naissance d'un terme), *iFeng i-talk*, 27 février 2012, http://news.ifeng.com/opinion/special/diaosi/ (consulté le 22 avril 2013).
4. Xiong Yuqing, « Feng Xiaogang: Shame on those who call themselves 'diaosi' », *Sina English*, 27 février 2013, http://english.sina.com/culture/p/2013/0227/565928.html (consulté le 22 avril 2013).

quent d'esthétisme. Selon les dix « conditions » à remplir, listées par le *Nandu Zhoukan*, pour être qualifié de *diaosi* il faut, parmi d'autres critères, toujours avoir moins de 1 000 yuans dans sa poche, ne pas compter de riches dans ses fréquentations, ne partir loin en vacances qu'une fois tous les trois à cinq ans et ne pas avoir plus de trois petites amies avant de se marier [5]. *Diaosi* se trouve à la tonalité sociale opposée du « grand, riche et élégant » (*gaofushuai* 高富帅) et du « au teint clair, riche et beau » (*baifumei* 白富美), des garçons et des filles nés avec une cuillère en argent dans la bouche au sein de familles riches ayant le bras long.

La différence primordiale entre un *diaosi* et un *gaofushuai* n'est pas tant la richesse en elle-même mais plutôt la manière dont celui-ci l'a constituée. *Gaofushuai* et *baifumei* ont acquis une connotation péjorative en faisant référence à ceux dont le succès personnel repose exclusivement sur un environnement familial influent. Ces termes peuvent être reliés au phénomène de *erdai*. *Fu'erdai* (富二代), les riches de seconde génération, fait référence à ceux qui sont nés dans une famille riche ayant des relations haut placées en Chine continentale. Il s'agit de fils et de filles privilégiés de hauts fonctionnaires (*guan'erdai* 官二代), d'officiers de l'armée (*jun'erdai* 军二代), de membres du Parti entretenant des liens étroits avec le Parti communiste (*hong'erdai* 红二代), et des superstars telles que des chanteurs, des acteurs et actrices connus (*xing'erdai* 星二代). Nés pour rejoindre les rangs des élites et des puissants, ils sont éduqués dans les meilleures écoles qui proposent un programme très large d'activités extrascolaires. Des carrières prometteuses les attendent dès l'obtention de leur diplôme. Des rapports ont attesté la « règle non écrite » (*buchengwen guiding* 不成文规定) selon laquelle un traitement de faveur sera réservé aux enfants de hauts fonctionnaires, à qui des emplois au sein du gouvernement sont souvent offerts [6]. Une récente étude menée par des chercheurs de l'Université de Tsinghua révèle que le capital politique des parents exerce une forte influence positive sur les perspectives de carrière des enfants, dans la mesure où au cours de leur premier emploi, les diplômés *guan'erdai* gagnent en moyenne 13 % de plus que les diplômés non *guan'erdai* [7]. Il y a deux fois plus de diplômés *guan'erdai* recrutés dans le secteur de la finance et cinq fois plus dans les organisations du Parti et les bureaux du gouvernement. « Le père est le laissez-passer du fils » (*die shi er de tongxingzheng* 爹是儿的通行证) est devenu une expression populaire courante. Au sein de l'opinion publique, le *fu'erdai* est devenu le symbole de divisions et de stratification sociales flagrantes dans la société de la Chine contemporaine. Leur attitude et leur style de vie extravagant sont devenus l'objet de dérision et de dénigrement, comme l'a récemment montré l'affaire Li Tianyi [8].

Depuis 2010, *diaosi* est devenu pour les jeunes hommes, qui se tournent vers Internet pour exprimer leur mécontentement face aux inégalités et à l'absence de perspectives d'avenir, un moyen de plus en plus populaire de définir leur propre identité. La frustration générale tient au fait que, nonobstant l'ardeur avec laquelle ils travaillent, leur ascension sociale est fréquemment freinée par ceux qui bénéficient des relations de leur famille, et que leur statut social ne parvient jamais à égaler ceux issus de milieux influents. Ils aspirent à une compétition qui reposerait sur les efforts fournis et les capacités de chacun (*ping nuli ping nengli* 拼努力、拼能力) et qui viendrait remplacer la « seule compétition » qui importe et qui se joue entre les « pères » (*pingdie* 拼爹) ou sur les origines familiales. Mécontents de la réalité qu'ils sont incapables de changer, ils tournent *diaosi* à l'humour et à l'autodérision en se dénigrant et se vilipendant volontairement (*ziwo aihua* 自我矮化, *ziwo jiangge* 自我降格) refusant ainsi de se mettre en valeur (*jujue shangjin* 拒绝上进) et rejetant les modèles et les théories de « la réussite » (*chenggongxue* 成功学). Sur la blogosphère, au sein de leur propre groupe, ils ont, avec le terme *diaosi,* pris l'habitude de comparer entre eux, de façon amusante, leur triste condition (*bican* 比惨), de ridiculiser et d'étiqueter de *gaofushuai* ceux qu'ils considèrent comme privilégiés ou arrivés en haut sans avoir dû emprunter l'ascenseur social, et ce tout en adressant des commentaires visant à s'effacer tels que « je m'agenouille devant vous » (*geini guile* 给你跪了).

L'autodérision qui tourne autour de *diaosi* peut être perçue comme une arme pour les faibles dans la mesure où elle reflète un refus du respect des normes de la réussite imposées à la jeunesse par la société. « Faire des courbettes » et « s'agenouiller », sur le ton de la plaisanterie, devant ceux que la société affiche comme des modèles de réussite, dénote un manque de respect à l'égard de l'autorité et des institutions en place, à travers un discours certes non-violent mais non coopératif. Il semble que *diaosi* constitue un signe fort d'appartenance identitaire à un groupe unissant ceux qui doivent leur réussite à leurs propres efforts [9]. Être capable de dire que l'on est *diaosi* revient à déclarer que son succès ne dépend aucunement des ressources de sa famille. L'autodérision peut être aussi une tactique de défense adoptée de manière collective par les *diaosi* – qui consiste à rire de ses propres « échecs » avant que les autres ne rient de vous, se moquer de soi-même avant que les autres ne fassent de vous une plaisanterie. Le phénomène culturel du *diaosi* révèle une réaction complexe face à une réalité sociale: une colère générée par les inégalités conjuguée à un cynisme, à un désenchantement, et à un sentiment aigu d'impuissance; une aspiration à un grand confort matériel mêlée à un dédain des normes de la réussite; un manque de confiance en soi combiné à une fierté des efforts fournis et un mépris prononcé pour les privilégiés.

Alors que certains se montrent très critiques à l'égard de la culture *diaosi* en la taxant d'une version de bas étage de « l'esprit Ah Q de la nouvelle génération » (新时期的阿Q精神), des rapports, dont celui qui a fait la une du *Xin Zhoukan* en 2012, peuvent mettre le doigt sur les inégalités de chances et de ressources [10]. Même la presse officielle, telle que le *Quotidien du peuple*, reconnaît que la culture *diaosi* « trouve précisément sa source dans la réalité sociale d'une polarisation des richesses »: « Beaucoup de jeunes sont confrontés à la réalité dans laquelle, même s'ils font tout pour se battre, la richesse reste de loin dans les mains » des *gaofushuai* et des *baifumei*. « Il devient alors facile de saisir leur sentiment complexe de '*diaosi*', qui recouvre

5. « Are you a 'diaosi' or 'Chinsumer'? », *Want China Times*, 9 mars 2013, www.wantchinatimes.com/news-subclass-cnt.aspx?id=20130309000017&cid=1303 (consulté le 20 avril 2013).
6. Li Ming, « Buchengwen guiding yao Zhongguo de ming » (Les règles non écrites qui détériorent la Chine), 17 avril 2013, *Gongshiwang,* www.21ccom.net/articles/dlpl/shpl/2013/0417/81503.html (consulté le 22 avril 2013).
7. Cette recherche a été menée auprès de 860 diplômés *guanerdai* et 5 199 diplômés non *guanerdai*. *Guanerdai* désigne, dans le cadre de cette recherche, ceux dont au moins l'un des deux parents est fonctionnaire. Voir Li Hongben *et al.*, « Fumu de zhengzhi ziben ruhe yingxiang daxuesheng zai laodongli shichang zhong de biaoxian » (L'influence du capital politique des parents sur la réussite des diplômés d'université sur le marché du travail), *Jingjixue Guikan*, vol. 3, 2013. L'auteur a pris connaissance de cette étude grâce au forum en ligne Zhengjian et souhaite remercier Tao Yu pour lui avoir conseillé de se rendre sur ce forum.
8. En février 2013, l'arrestation du fils d'un célèbre chanteur de l'Armée populaire de libération, soupçonné d'être impliqué dans une affaire de viol collectif, a suscité l'indignation de la population. Li Tianyi, âgé de 17 ans, avait auparavant été condamné à un an de détention en centre de redressement pour délinquants après avoir agressé un couple dont la voiture était entrée en collision avec sa BMW non immatriculée. Voir « Son of PLA singer arrested over Beijing gang rape », *South China Morning Post*, 23 février 2013.
9. Par exemple, Han Han, auteur d'un best-seller et icône populaire, se définit lui-même comme « un diaosi pure-souche originaire de la campagne de Shanghai ». Voir Wang Yiqing, « Looking for a success mantra for youth », *China Daily*, 5 janvier 2013, www.chinadaily.com.cn/opinion/2013-01/05/content_16083114.htm (consulté le 22 avril 2013).
10. Xiong Yuqing, *ibid.*

leur mécontentement à l'égard de la réalité, leur manque de moyens et leur impuissance à changer la situation » [11]. Néanmoins, l'auteur conclut en appelant les *diaosi* à « affronter la réalité et à s'en remettre à leurs propres efforts », répétant ainsi de manière pathétique le récit de celui qui parvient à changer son destin en s'en donnant les moyens. Le commentaire du *Quotidien du peuple* reflète le lieu commun qui s'arrête à la réussite et à l'échec individuel plutôt que de s'intéresser aux inégalités systémiques.

La nouvelle « génération perdue »

Afin de comprendre la frustration largement partagée par ceux qui se définissent comme *diaosi*, il est indispensable d'analyser le système auquel sont confrontés les jeunes chinois lorsque ces derniers, une fois diplômés, intègrent le marché du travail. S'ils partagent l'idée selon laquelle les origines familiales prédominent sur le talent ou les efforts fournis, c'est en raison de leur expérience d'un système éducatif qui non seulement échoue à niveler les différences socio-économiques mais qui, au contraire, les accroît en renforçant les déséquilibres entre milieux urbain et rural. En faisant leur entrée dans la vie active, un sentiment de désillusion s'accentue du fait de l'absence de chance de mobilité sociale sur un marché du travail saturé. La monopolisation des chances par la jeunesse issue des strates supérieures de la société signifie que ceux qui sont issus des strates inférieures sont tout simplement « perdus d'avance » (*cong qipaoxian shang jiu yijing shule* 从起跑线上就已经输了).

Le domaine de l'éducation et ses disparités

Dans la Chine contemporaine, le statut socio-économique et le livret d'enregistrement de résidence (*hukou* 户口) de la famille d'un jeune ont un impact décisif sur l'accès de ce dernier ou de cette dernière à une éducation et à une formation de qualité. Bien que le gouvernement central ait investi 7,79 trillions de yuans dans l'éducation au cours des cinq dernières années, les écoles dans les provinces les moins développées et dans les zones rurales manquent manifestement de financement [12]. Selon les chiffres communiqués par le ministère de l'Éducation, alors que Pékin avait les moyens de dépenser 20 023 yuans par an et par élève du secondaire en 2010, la province reculée du Guizhou ne pouvait se permettre d'allouer que la maigre somme de 3 024 yuans par élève et par an [13]. Dans les zones rurales, le manque d'accès à l'éducation de qualité place, sur la ligne de départ, les jeunes ruraux loin derrière les élèves citadins, et encore peu de dispositifs sont mis en place pour corriger ces inégalités dans le supérieur. L'examen décisif d'entrée à l'université, plus connu sous le nom de *gaokao* (高考), est critiqué depuis des années pour présenter des biais en faveur des des étudiants citadins (*chengshi qingxiangxing* 城市倾向性). Les meilleures universités sont réputées accorder une préférence aux étudiants locaux (*bendi youxianxing* 本地优先性), sélectionnant ainsi des étudiants d'origine urbaine aux résultats peu satisfaisants, et ce au détriment des étudiants d'origine rurale ayant eu des résultats bien meilleurs. Comme l'a souligné un papier présenté lors d'une conférence, ces inégalités reflètent clairement la proportion du nombre d'étudiants d'origine rurale par rapport au nombre d'étudiants d'origine urbaine inscrits dans les dix meilleurs établissements de l'enseignement supérieur : en 2010, les étudiants d'origine rurale représentaient 17 % seulement de l'ensemble des étudiants de Tsinghua alors même que plus de 60 % des 9,57 millions d'étudiants ayant passé le *gaokao* cette année avaient un livret d'enregistrement de résidence rural [14]. Au cours des années 1990, la proportion d'étudiants d'origine rurale admis à Tsinghua et à l'Université de Pékin, a oscillé entre 15 et 22 %. Les étudiants d'origine rurale sont également moins susceptibles d'être admis dans les unités d'enseignement les plus populaires, ce qui affectera, par la suite, leurs perspectives de carrière [15].

En zone urbaine, les enfants des travailleurs migrants (*liudong ertong* 流动儿童, ou *nongmingong zinü* 农民工子女) doivent se battre pour obtenir un accès égal à une éducation de qualité. Puisque les enfants de migrants n'ont pas de *hukou* local et puisque ces derniers ne sont pas pris en compte dans le budget des dépenses allouées par les gouvernements locaux à l'éducation, les écoles urbaines continuent d'imposer des frais supplémentaires aux parents migrants, comprenant des frais particulièrement élevés de scolarisation temporaire (*jiedu fei* 借读费), des frais d'enseignement compensatoire (*jiaoyu buchang fei* 教育补偿费) et des frais de sélection des écoles (*zexiao fei* 择校费), ces derniers pouvant s'élever au montant prohibitif de 230 000 yuans pour les écoles très demandées comme le montre le rapport du *China Labour Bulletin* publié en 2009 [16]. Malgré les récentes tentatives visant à supprimer certains de ces frais et à mettre en place des dispositifs d'exonération, les familles de migrants à bas revenus continuent de supporter des coûts exorbitants par rapport aux familles ayant un *hukou* local.

L'accès à l'éducation est aussi en partie refusé aux enfants des migrants interurbains de classe moyenne, la « tribu de la carte verte » (*lüka zu* 绿卡族). Contrairement aux travailleurs migrants ruraux, ils détiennent des « cartes vertes », des permis de travail et de séjour (*gongzuo juzhu zheng* 工作居住证) qui leur permettent de bénéficier de bien meilleurs avantages comme l'exonération des frais de scolarisation temporaire [17]. Néanmoins, tout comme les travailleurs migrants ruraux, leurs enfants non originaires de la localité sont confrontés aux obstacles liés aux restrictions du *hukou*

11. « Why 'diaosi' gets so popular in China », *Quotidien du peuple*, 14 novembre 2012, http://english.people.com.cn/90782/8018162.html (consulté le 30 avril 2013).
12. À l'occasion de la 12ème Assemblée nationale populaire récemment réunie, le Premier ministre sortant Wen Jiabao a annoncé qu'en 2012 la Chine avait enfin atteint son objectif de 4 % du PIB consacré à l'éducation, un objectif fixé depuis près de vingt ans dans le cadre du « Programme de réformes et de développement de l'éducation en Chine » établi en 1993. Le programme promettait d'atteindre cet objectif avant 2000, mais en raison d'atermoiements le budget alloué à l'éducation n'est pas parvenu à dépasser les 3 %, même jusque dans le début des années 2000. « China to place education spending under closer scrutiny », *China Daily*, 9 mars 2013, http://english.sina.com/china/2013/0308/569571.html (consulté le 11 avril 2013).
13. En 1994, afin de limiter le pouvoir des gouvernements locaux - l'importance de ces derniers ne cessant de croître - une vaste réforme fiscale a été introduite par Pékin afin de centraliser à nouveau les autorités administratives et fiscales. L'autorité centrale ayant récupéré une large part des recettes locales tirées de l'impôt sur les revenus, les gouvernements locaux se sont trouvés très dépendants de la redistribution centrale et ont été contraints de trouver eux-mêmes les moyens de financer les services publics de base. Alors que les riches villes côtières, telles que Pékin et Shanghai, ont bénéficié de la flambée du marché de l'immobilier et ont tiré des profits colossaux de transactions lucratives conclues sur des transferts de droits d'utilisation des terres, les gouvernements des provinces du centre et de l'ouest de la Chine ont, quant eux, manqué de moyens. Dexter Roberts, « Chinese Education: The truth behind the boasts », Bloomberg, www.businessweek.com/articles/2013-04-04/chinese-education-the-truth-behind-the-boasts#p1 (consulté le 11 avril 2013).
14. Sachant que ce chiffre de 17 % prend en compte les lycéens ayant un livret d'enregistrement de résidence rural mais scolarisés en ville, le nombre de lycéens véritablement diplômés de lycées implantés en zone rurale et admis aux deux universités pékinoises est bien moindre. Wang Simin, Zhou Hang, Chen Meishi, Zhu Weiyi et Lei Changzhou, « Shei geng keneng shang Tsinghua? » (Qui est davantage susceptible d'être admis à Tsinghua ?), papier présenté au séminaire « Mobility and Cross-strait Development » qui s'est tenu en 2011 au département de sociologie de l'Université nationale de Tsinghua, Taiwan. L'auteur souhaite remercier Aurore Merle pour avoir porté cette étude à sa connaissance.
15. Wang Simin *et al.*, *ibid.*
16. « The children of migrant workers in China », *China Labour Bulletin*, 8 mai 2009, www.clb.org.hk/en/node/100460#part2_heading02 (consulté le 17 avril 2013).
17. Ces permis sont accordés par les gouvernements municipaux et font suite à la mise en place, dans les années 1990, de politiques visant à attirer des personnes de talent dans le secteur de la haute technologie et dans les entreprises multinationales.

qui s'imposent lors des processus d'admission dans les établissements d'étude supérieure. Selon les clauses en vigueur, et jusqu'à l'introduction très récente de changements de politiques, les élèves originaires de Chine continentale étaient dans l'obligation de retourner au lieu de résidence enregistré pour y passer le *gaokao*.

À Pékin, les parents d'enfants migrants victimes d'inégalités d'accès à l'éducation ont formé un groupe d'Action conjointe de citoyens pour l'égalité en matière d'éducation (*jiaoyu pingdeng gongmin lianhe xingdong* 教育平等公民联合行动) avec le soutien de juristes réputés et d'intellectuels publics parmi lesquels Zhang Qianfan et Yu Jianrong [18]. Au cours des dernières années, ce groupe a mené de nombreuses actions visant, par exemple, à réunir des signatures pour des pétitions et à lever des fonds pour militer contre les restrictions liées au *hukou* dans les études supérieures auxquelles est confrontée la jeunesse non locale (*yidi gaokao* 异地高考). En réponse à un ressentiment croissant, il a été annoncé en décembre 2012 que les villes de Pékin et Shanghai ainsi que la province du Guangdong vont commencer à ouvrir progressivement l'accès au *gaokao* pour les étudiants migrants. Dans la province du sud, les étudiants migrants pourront passer l'examen et déposer leur candidature à l'université au même titre que les résidents permanents à partir de 2016. À Pékin et à Shanghai, s'ils pourront passer l'examen, les candidatures pour l'université devront être déposées au lieu de résidence enregistré [19].

Il ne s'agit néanmoins que d'une victoire limitée pour les familles de migrants, dans la mesure où des exigences spécifiques, en réponse à ces nouvelles règles plus souples, continuent de s'appliquer aux étudiants. Nombre d'enfants de migrants sont ainsi contraints de retourner dans leur lieu d'origine pour y poursuivre des études supérieures, et pour ceux dont les origines les ramènent dans les villes de l'intérieur des terres ou à la campagne, cela n'implique généralement pas seulement pour eux d'être séparés de leurs parents et de s'adapter seuls à un changement d'environnement, mais aussi de se retrouver parachutés dans des établissements où l'enseignement est de moindre qualité [20]. Certains abandonnent les études, tandis que d'autres terminent dans des écoles polytechniques ou des établissements de formation professionnelle dirigés par les gouvernements locaux et des entreprises privées, alors que leurs homologues détenteurs d'un *hukou* urbain intègrent, avec bien plus de facilité, des universités prestigieuses et largement subventionnées [21]. Une fois diplômés, sortis d'une formation polytechnique de trois ans, peu d'entre eux peuvent espérer une carrière prometteuse.

Une armée chinoise de diplômés sans emploi

Les forts taux de chômage touchant les diplômés sont devenus un phénomène notoire alors que le taux d'inscription dans l'enseignement supérieur atteint 60 % à l'échelle nationale. Selon le Rapport annuel sur l'emploi des diplômés chinois de l'enseignement supérieur, publié en juin 2012, sur 6 millions de diplômés d'université en 2011, 570 000 étaient toujours sans emploi l'année suivante et au moins 100 000 d'entre eux étaient encore dépendants financièrement de leurs parents, un statut plus communément appelé « qui mord l'ancien » (*kenlao* 啃老) [22]. Viennent s'ajouter 6,8 millions de jeunes fraîchement diplômés en 2012 qui accentuent la pression de la course à l'emploi alors que le rapport fait état d'un taux de recrutement pour les nouveaux diplômés qui ne parvient pas à dépasser 42 % [23]. Beaucoup tombent dans la catégorie des sans emploi dès l'obtention de leur diplôme (*biye ji shiye* 毕业即失业). Le nombre d'emplois minimums nécessaires pour satisfaire l'augmentation de l'« armée de diplômés sans emploi » est estimé à 13 millions (*daxuesheng shiye juntuan* 大学生失业军团).

Tableau 1 – Répartition géographique de la nouvelle génération de travailleurs migrants en Chine

Répartition géographique	Lieu d'origine	Lieu de destination
Est	31,40 %	72,30 %
Centre	38,20 %	12,90 %
Ouest	30,40 %	14,40 %

Source : Bureau national des statistiques de Chine, mars 2011.

L'obtention d'un diplôme universitaire ne garantit pas pour autant un meilleur salaire. Bien que le premier salaire le plus haut parmi les diplômés de 2011 s'élevait à un montant impressionnant de 100 000 yuans par mois, seuls 3 % des diplômés parvenaient à gagner, tous les mois, un salaire de plus de 5 000 yuans. Pour la majorité des 70 % les plus chanceux parvenus à décrocher un emploi, le salaire à l'embauche était inférieur à 2 000 yuans par mois, avoisinant le salaire mensuel moyen d'un travailleur migrant, qui en 2011 s'élevât à 2 049 yuans [24]. Selon les estimations, en raison d'une pénurie de main-d'oeuvre dans les usines et sur les sites de construction, le salaire moyen à l'embauche pour les travailleurs migrants a augmenté de près de 80 % entre 2003 à 2009. Dans la même période, le salaire à l'embauche pour les diplômés de l'enseignement supérieur est resté le même [25].

Des critiques avancent qu'en raison du combat dans lequel les parents s'engagent avec ténacité pour envoyer leurs enfants dans des universités ou dans des écoles polytechniques, ces établissements de l'enseignement supérieur sont presque « tenus responsables » de tout mettre en œuvre

18. Des rapports détaillés, qui ont suivi l'action collective des parents migrants, sont parus dans des magazines d'actualités publiés en Chine continentale. Voir, par exemple, « Ershiqi ge yue de ershiqi ci xingdong » (27 actions en 27 mois), *China Newsweek*, 15 octobre 2012; « Buzhishi gaokao haiyou zunyan he quanli » (Il ne s'agit pas seulement d'un examen d'entrée dans les établissements du supérieur, mais aussi d'intégrité et de droits), *China Newsweek*, 25 février 2013; ainsi que les reportages qui ont fait la une du *Nanfeng Chuang*, no. 18, août 2012.
19. La question de l'éligibilité à passer le *gaokao* dans les villes faisant appel aux migrants, qui concerne plus de 11 millions de jeunes partout dans le pays, est inscrite à l'ordre du jour et se trouve au centre des préoccupations de l'Assemblée nationale populaire. Voir « Chinese cities to relax school entry for rural migrants », Reuters, 30 décembre 2012, www.reuters.com/article/2012/12/30/us-china-migrants-education-idUSBRE8BT03D20121230 (consulté le 18 avril 2013).
20. Se reporter aux témoignages de parents et d'étudiants dans Wang Xing, « China's permit system bars rural migrants' children forced from Beijing schools », *United Press International*, 27 mars 2013, www.upi.com/UPI-Next/2013/03/27/Chinas-permit-system-bars-rural-migrants-children-forced-from-Beijing-schools/45364407592959/ (consulté le 18 avril 2013).
21. Pour une analyse plus détaillée voir « Nongmingong zinu jiaoyu: wunai huixiang » (La formation des enfants de migrants ruraux: un retour contraint à la campagne), *Gongren Ribao*, 17 décembre 2009, http://news.xinhuanet.com/edu/2009-12/17/content_12659173_1.htm (consulté le 18 avril 2013); « Nongmingong zinu de gaozhong zai naili » (Où est le lycée pour les enfants de travailleurs migrants ruraux ?), Xinhua, 19 février 2008, http://news.xinhuanet.com/employment/2008-02/19/content_7627861.htm (consulté le 18 avril 2013).
22. Le Rapport annuel est dressé par la société de conseil My China Occupational Skills (MyCOS) et a été publié par Social Sciences Academic Press sous le nom de Livre bleu de l'emploi. La version en ligne consultée pour la rédaction de cet article est disponible sur www.jyb.cn/job/tbch/2012/2012jybg/ (consulté le 8 avril 2013).
23. Rapport annuel sur l'emploi des diplômés chinois, *ibid.*
24. « Migrant worker wages increase by 21 % », *China Labour Bulletin*, 1er mai 2012, www.clb.org.hk/en/content/migrant-worker-wages-increase-21-% (consulté le 30 avril 2013).
25. Andrew Jacobs, « China's army of graduates struggles for jobs », *New York Times*, 11 décembre 2010, www.nytimes.com/2010/12/12/world/asia/12beijing.html?pagewanted=all&_r=0 (consulté le 15 avril 2013).

Tableau 2 – Niveau d'éducation des travailleurs migrants en Chine

Caractéristiques du capital humain	Travailleurs migrants	
	Génération passée	Nouvelle génération
Nombre d'années moyen de scolarisation	8,8	9,8
Niveau d'éducation (%)		
Analphabète ou semi-analphabète	2,2	0,4
École primaire	16,7	6,3
Collège	65,2	64,4
Lycée	12,4	13,5
Établissement d'enseignement professionnel	2,1	9
Établissement de l'enseignement supérieur	1,4	6,4
Taux de participation dans les formations professionnelles (%)	26,5	30,4

Source : Bureau national des statistiques de Chine, mars 2011.

pour que les étudiants obtiennent leur diplôme. Les taux d'abandon dans les universités chinoises sont généralement assez bas, ce qui a pour résultat l'arrivée d'un grand nombre de candidats, titulaires d'un diplôme mais sans compétence, qui se retrouvent en concurrence sur le marché de l'emploi [26]. Un changement est apparu après la crise financière asiatique de 1997, lorsque face au besoin de stimuler une économie en perte de vitesse en relançant la consommation, le gouvernement de Zhu Rongji a entrepris de « commercialiser » l'enseignement supérieur et d'en faire une véritable industrie. Les admissions ont été multipliées par cinq en l'espace de dix ans, le nombre d'étudiants dans les universités passant ainsi de 1 million en 1998 à 5,68 millions en 2008 [27]. En dépit d'une croissance spectaculaire au cours de la dernière décennie, l'économie chinoise n'a tout simplement pas créé assez d'emplois qualifiés de cols blancs pour absorber la masse de nouveaux diplômés. L'offre accrue de diplômés en langues étrangères bien formés à la comptabilité, à la finance et à la programmation informatique a conduit à une dévalorisation des diplômes de l'enseignement supérieur. En outre, les économies affaiblies à l'étranger ont, ces dernières années, contribué à accroître le nombre de diplômés, qui après avoir étudié à l'étranger, reviennent en Chine continentale pour y chercher un emploi, intensifiant ainsi la concurrence sur le marché du travail [28]. Ces jeunes gens, qui reviennent dans leur pays après une longue absence, plus communément appelés les « tortues de mer » en raison de la prononciation similaire en chinois (*haigui* 海龟、海归), jouissent d'avantages spéciaux dans l'obtention, par exemple, de permis de résidence ou d'un accès privilégié à l'emploi, dont ne bénéficient pas les diplômés locaux. Les derniers chiffres publiés par le gouvernement font état d'un nombre surprenant de 1,5 million de candidats inscrits à l'examen d'entrée à la fonction publique, soit une augmentation de 15 % par rapport à 2012. Il a été rapporté, qu'en octobre de l'année passée, 9 000 candidats s'étaient présentés pour un seul poste au bureau municipal des statistiques à Chongqing [29].

Les diplômés d'universités locales les mieux formés qui se retrouvent sans emploi ou coincés dans des emplois précaires faiblement rémunérés sont devenus plus connus sous le nom de « tribu des fourmis » (*yi zu* 蚁族) suite à la publication du livre extrêmement connu de Lian Si - chercheur spécialiste de la génération post 1980 - qui a pour titre ce nom. Ils sont ainsi appelés en raison des similitudes qu'ils partagent avec les fourmis – doués d'une très grande intelligence, ils sont néanmoins vulnérables dans le contexte socio-économique et vivent en colonies (*gaozhi ruoxiao qunju* 高智、弱小、群居). Lian Si estimait, en 2010, à 150 000 le nombre de « fourmis » dans chacune des villes de Pékin et Shanghai, en plus des 100 000 vivant dans chacune des principales villes parmi lesquelles Canton, Chongqing et Nankin [30]. La plupart d'entre eux, issus de familles pauvres dont les revenus annuels n'excèdent pas 50 000 yuans, manquent de moyens financiers et des réseaux sociaux dont profitent les étudiants des grandes villes. Le clivage rural-urbain au sein de la population des « fourmis » est très marqué – environ 54,7 % d'entre elles sont originaires de la campagne, alors qu'un autre 38,3 % vient des districts ou des villes préfectures dont les économies sont les moins avancées [31].

Bien qu'ils aient la possibilité de retourner chez eux, la honte de revenir sans avoir décroché une carrière prometteuse alors que leurs parents ont dépensé la quasi-totalité des économies familiales pour leurs études les retient. Ils font le choix de rester en retrait dans les grandes villes qui continuent d'être perçues comme des lieux de débouchés, et doivent endurer l'épreuve de vivre sur de maigres revenus et dans des logements insalubres. Ne pouvant pas se permettre financièrement de louer des appartements privés dans les quartiers des centres-villes, ils se tournent vers les banlieues où il leur est possible de louer, pour 300 à 600 yuans

26. Eric Fish, « Are China's colleges too easy? », *Economic Observer*, 1er avril 2013, www.eeo.com.cn/ens/2013/0401/242078.shtml (consulté le 15 avril 2013).
27. Wu Zhong, « A revolutionary rallying cry for students », *Asia Times*, 3 mars 2009, www.atimes.com/atimes/China/KC03Ad01.html (consulté le 6 mai 2013).
28. Wanfeng Zhou, « China goes on the road to lure 'sea turtles' home », Reuters, 17 décembre 2010, www.reuters.com/article/2008/12/18/us-financial-seaturtles-idUSTRE4BH02220081218 (consulté le 17 avril 2013).
29. Chengcheng Jiang, « The iron rice bowl is back : Why young Chinese want to be civil servants », *Time*, 27 mars 2013, http://world.time.com/2013/03/27/the-iron-rice-bowl-is-back-why-young-chinese-want-to-be-civil-servants/ (consulté le 17 avril 2013).
30. Sue Feng, « Eight Questions : Lian Si, author of 'Ant Tribe' », *China Real Time Report*, 21 décembre 2010, http://blogs.wsj.com/chinarealtime/2010/12/21/eight-questions-lian-si-author-of-ant-tribe/ (consulté le 16 avril 2013).
31. Liu Meng, « Living among the 'ants' of Beijing », *Global Times*, 2 novembre 2009, www.globaltimes.cn/life/art/2009-11/481959.html (consulté le 16 avril 2013).

Tableau 3 – Structure de l'emploi des travailleurs migrants en Chine

Répartition de l'emploi par secteur (%)	Moyenne	Génération passée	Nouvelle génération
Industrie	39,1	31,5	44,4
Construction	17,3	27,8	9,8
Transport, entreposage, services postaux	5,9	7,1	5
Commerce de gros et de détail	7,8	6,9	8,4
Hôtellerie et restauration	7,8	5,9	9,2
Services	11,8	11	12,4
Autres	10,3	9,8	10,8

Source : Bureau national des statistiques de Chine, mars 2011.

par mois [32], des lits superposés installés dans des pièces subdivisées par des séparations de fortune et situées dans des ruelles douteuses. Avant la démolition dans le nord-ouest de Pékin, en 2010, du village de Tangjialing, un de ces dits « bidonvilles d'intellectuels » ou encore appelés « colonies de fourmis », celui-ci abritait plus de 50 000 résidents non permanents dont une part considérable de jeunes diplômés sans emploi ou à faibles revenus. Situé à proximité de Zhongguancun, la « Silicon Valley » de la Chine, Tangjialing proposait des logements bon marchés pour nombre de ceux qui se rendaient au centre ville ou travaillaient dans les alentours en tant que « vendeurs dans le secteur privé », ce qui, pour les ingénieurs, signifie « vendre à la sauvette du matériel électronique bas de gamme pour le compte des grossistes de matériel informatique de la ville » [33]. Jugé nuisible pour l'image de la ville, et considéré comme une pépinière de constructions sans permis, Tangjialing, village bien situé, a été reconstruit en 2010 [34]. En revanche, aucune solution n'a été apportée pour résoudre le problème des « fourmis » - Leur colonie s'est simplement éloignée dans les villages de banlieue.

Afin d'endiguer le problème du chômage des jeunes, le gouvernement a récemment encouragé la croissance des villes de petite et moyenne taille pour atténuer la pression sur les métropoles côtières surdéveloppées. Une croissance économique soutenue contribuant à l'augmentation des salaires a permis, dans une large mesure, d'accroître l'attractivité des villes de deuxième et troisième rang auprès des travailleurs. Les gouvernements locaux se sont empressés d'appâter les migrants en organisant de grands salons de l'emploi, allant jusqu'à garantir des emplois et offrir des incitations financières aux jeunes diplômés [35]. Un coût de la vie moins élevé dans les villes de l'intérieur des terres signifie, pour les jeunes diplômés, que l'achat d'un bien immobilier devient réalisable. Des « vagues de retours » (*huixiangchao* 回乡潮) sont devenues un phénomène observable depuis les villes côtières telles que Xiamen, qui a récemment constaté le départ de plus de 36 000 travailleurs migrants recensés, et ce en l'espace des deux premiers mois de 2013 seulement. Néanmoins, la capacité de cette tendance à contribuer à résoudre le problème de la « tribu des fourmis » diplômées est mise en doute.

La « nouvelle génération » de travailleurs migrants

Alors que les jeunes citadins clament leur mécontentement, les jeunes gens issus des zones rurales semblent, quant à eux, être de mieux en mieux informés de leurs droits et ainsi plus enclins à s'interroger sur leur statut actuel. Des jeunes ruraux, de plus en plus jeunes, arrivent en masse dans les villes pour rechercher un emploi. Alors que les anciennes générations de migrants quittaient la campagne pour la ville à 33,7 ans en moyenne, les jeunes ruraux nés dans les années 1980 sont partis de la campagne à l'âge moyen de 21,1 ans, et ceux nés dans les années 1990 à 17,2 ans en moyenne [36]. Certains rejoignent leurs parents tandis que d'autres retrouvent des amis ou des connaissances capables de leur trouver des emplois peu qualifiés.

Au fil des ans, l'exode massif des jeunes originaires de la campagne a entraîné d'importantes variations générationnelles au sein de la main-d'oeuvre que constituent les travailleurs migrants d'origine rurale. Selon les données publiées en 2011 par le Bureau national des statistiques, ce sont près de 84,87 millions de travailleurs migrants nés après 1980, qui en 2010 représentaient 58,4 % de l'ensemble des travailleurs migrants [37]. Souvent appelés la « seconde génération » ou « la nouvelle génération » de travailleurs migrants (*erdai nongmingong* 二代农民工; *xinshengdai nongmingong* 新生代农民工), ils sont plus instruits, ont un style de vie plus urbain, sont plus conscients de leurs droits et sont tous moins attachés à la campagne que leurs prédécesseurs. En termes d'éducation, 28,9 % de la nouvelle génération de migrants a été au lycée voire au-delà, contre 15,9 % pour la première génération de migrants (Tableau 2). En termes d'emploi, alors que l'industrie est le secteur qui recrute le plus de travailleurs migrants parmi les différentes générations, les jeunes migrants sont moins enclins à occuper des emplois dans le secteur de la construction, et une plus large part d'entre eux travaille dans le secteur des services (Tableau 3).

32. Liu Meng, ibid. Pour consulter des photographies des conditions de vie des colonies de fourmis, voir « China's 'ant tribe': Life in boxy rooms », *Sina English*, 12 mars 2013, http://english.sina.com/china/p/2013/0311/570490.html (consulté le 16 2013).
33. Melinda Liu, « Smart, young, and broke », *Newsweek*, 20 juin 2010, www.thedailybeast.com/newsweek/2010/06/19/smart-young-and-broke.html (consulté le 16 avril 2013).
34. Zhao Yanrong, « Unauthorized constructions in Haidian to be demolished », *China Daily*, 9 avril 2010, www.chinadaily.com.cn/cndy/2010-04/09/content_9705371.htm (consulté le 16 avril 2013); « Migrants and graduates fall victim to Beijing's relentless march of progress », *China Labour Bulletin*, 4 mai 2010, www.clb.org.hk/en/content/migrants-and-graduates-fall-victim-beijing %E2 %80 %99s-relentless-march-progress (consulté le 16 avril 2013).
35. Shi Yunhan, « A Turning Tide? Why more Chinese migrant workers are saying 'goodbye' to first-tier cities », *Tea Leaf Nation*, 7 avril 2013, www.tealeafnation.com/2013/04/a-turning-tide-why-more-chinese-migrant-workers-are-saying-goodbye-to-first-tier-cities/ (consulté le 16 avril 2013).
36. Bureau national des statistiques de la Chine, « Xinshengdai nongmingong de shuliang, jiegou, he tedian » (Chiffres, structure et caractéristiques de la nouvelle génération de travailleurs migrants), 11 mars 2011, www.stats.gov.cn/tjfx/fxbg/t20110310_402710032.htm (consulté le 9 avril 2013).
37. Bureau national des statistiques de la Chine, *ibid.*

Un des signes distinctifs de la nouvelle génération de migrants est son degré d'intégration dans la vie urbaine. Pour la première génération de migrants, travailler en ville est vu comme un moyen temporaire de gagner des revenus supplémentaires. Beaucoup poursuivent leur activité agricole à la campagne (*yigong yinong* 亦工亦农), l'adaptabilité dont il font preuve pour faire la navette entre la ville et la campagne étant typique d'une population « flottante », avec l'objectif de finir par s'y réinstaller. Les avantages dont bénéficient les résidents urbains, tels que la protection sociale et les prestations de sécurité sociale, ne leur étaient tout simplement pas accessibles. Néanmoins, nombre de migrants de la génération post 1980 affluent en ville avec le désir d'y vivre durablement et de devenir des résidents totalement urbains. Contrairement aux migrants précédents, certainement contraints de quitter la campagne pour des raisons purement économiques, les jeunes migrants sont avant tout attirés par la vie citadine et par d'innombrables facteurs non économiques tels que l'ennui de la vie au village et le désir de prendre leur envol [38].

Comme la majorité d'entre eux ne maîtrise pas les bases de l'agriculture, mais est au contraire bien plus en phase avec la culture citadine, nombre de jeunes migrants se sentent plus chez eux en ville qu'à la campagne [39]. Ayant l'intention de s'installer durablement, leur objectif n'est pas seulement de gagner de l'argent mais d'acquérir de l'expérience et de saisir de meilleures opportunités d'évolution. À bien des égards, leur attitude ne diffère pas de celle des jeunes urbains, partageant non seulement des façons de penser analogues en termes de carrière, mais aussi une sensibilité similaire pour la mode et en termes d'habitudes de comportement, de vie et de consommation. Il est écrit, dans un rapport rédigé par l'ancienne Commission nationale de la population et du planning familial, que contrairement à la nouvelle génération de travailleurs migrants « qui accorde une grande importance aux loisirs et au confort» dépensant ainsi « la plus large part de ses revenus dans la nourriture, les vêtements, le logement et les transports, et envoyant rarement de l'argent à sa famille à la campagne », la première génération « économisait autant que possible pour ses enfants » [40]. Soulagé du fardeau, auparavant porté par la première génération de migrants, d'envoyer de l'argent à la famille, beaucoup le dépensent dans leurs passe-temps préférés comme dans le karaoké, les discothèques, ainsi que dans l'achat, par exemple, de produits électroniques. *Yueguangzu* (月光族), souvent traduit maladroitement par « tribu du clair de lune », est devenue une expression populaire pour décrire ceux qui dépensent tout ce qu'ils gagnent au point d'en avoir les poches vides à la fin du mois [41]. Inquiet des conséquences de telles « habitudes malsaines et mauvaises », l'État à redoublé d'efforts pour contrôler les jeunes migrants en leur proposant des alternatives saines pour se divertir et se former lors de leurs temps libre [42]. Dans la ville de Dongguan, un des plus grands pôles d'attraction pour les travailleurs migrants en Chine du Sud, les bibliothèques municipales sont ouvertes aux travailleurs migrants, et des cours de langues et de comptabilité sont proposés tout au long de l'année. Néanmoins, en dépit de leur degré d'intégration dans la vie urbaine, de nombreux programmes et même de nombreux services sociaux de base ne sont pas accessibles aux jeunes migrants, leur lieu de résidence n'étant pas enregistré localement. Seuls 34,8 % des travailleurs migrants ont accès à des soins médicaux de base et 21,3 % à un régime de retraite; une faible part de 8,5 % peut prétendre à des allocations de chômage [43]. Au sein de la nouvelle génération de travailleurs migrants, 54,4 % n'ont pas signé de contrat de travail formel avec leurs employeurs. Beaucoup d'entreprises fuient tout simplement leurs responsabilités légales de fournir une assurance sociale à leurs employés. L'absence de couverture est particulièrement inquiétante au regard des mauvaises conditions auxquelles nombre d'entre eux sont confrontés sur leur lieu de travail.

En lutte pour la défense de leurs droits

Peu à peu, la nouvelle génération de travailleurs migrants prend un rôle plus actif dans la mobilisation d'actions collectives afin de faire valoir ses droits. Le passage des lois, en 2008, sur le Contrat de travail et l'Arbitrage et la médiation des conflits de travail a considérablement accru le nombre de litiges liés au droit du travail, et plus particulièrement à la suite de la crise financière mondiale de 2008-2009 qui a été à l'origine de dizaines de millions de chômeurs [44]. L'institut de l'observation contemporaine basé à Shenzhen a dénombré 1,27 million de cas de litiges liés au droit du travail et d'actions collectives en 2011, incluant plus de 1 000 grèves de grande ampleur [45]. La nouvelle génération de travailleurs migrants a un rôle important à jouer dans nombre de ces cas. Par rapport à la première génération de travailleurs migrants, ils manifestent une connaissance plus fine des lois applicables au travail et un sentiment plus fort de protection de leurs propres droits légaux. Adeptes des nouvelles technologies de la communication et des médias sociaux, ils disposent d'outils qui leur permettent de s'organiser efficacement et de porter véritablement à la connaissance du plus grand nombre leurs combats.

Un exemple bien connu qui illustre la sensibilisation accrue en matière de droits de la nouvelle génération de travailleurs migrants est la vague de grèves qui a eu lieu dans l'usine d'assemblage de Honda dans la province du Guangdong en 2010, que le magazine d'actualités *China Newsweek* a salué comme une manifestation des plus réussies du leadership et de l'ingéniosité de ces jeunes travailleurs. La grève de 19 jours chez Honda Nanhai, qui a contraint les dirigeants à s'asseoir à la table des négociations, qui a permis l'obtention d'une augmentation de salaire et qui a insufflé un mouvement de protestations similaires dans les autres usines Honda, a été lancée et organisée par deux travailleurs de la génération post 1980 [46]. En utilisant le service de messagerie instantanée de QQ, les jeunes travailleurs

38. Xiaochu Hu, « China's Young Rural-to-Urban Migrants: In Search of Fortune, Happiness, and Independence », *Migration Information*, janvier 2012, www.migrationinformation.org/Feature/display.cfm?ID=874 (consulté le 9 avril 2013).
39. Le rapport publié en 2011 par le Bureau national des statistiques indique que 60 % de la nouvelle génération de travailleurs migrants ne maîtrise pas les bases de l'agriculture, et 24 % d'entre eux ne se sont jamais consacrés à une activité agricole.
40. Commission nationale de la population et du planning familial de la Chine, « A study of the 'post-1980' migrant farming workers », 29 décembre 2008, www.npfpc.gov.cn/publications/pre-sources/zazhi1/201202/t20120220_381857.html (consulté le 9 avril 2013).
41. Pour un compte-rendu sur les habitudes de dépense des *yueguangzu*, voir Wang Hongyi, « Country chic, city savy », *China Daily*, 7 mai 2012, www.acyf.org.cn/2012-05/07/content_4987521.htm (consulté le 9 avril 2013).
42. Commission nationale de la population et du planning familial de la Chine, *ibid.*
43. Le rapport de 2010 est cité dans Jenny Chan et Pun Ngai, *ibid.*
44. « China's labour dispute resolution system », *China Labour Bulletin*, www.clb.org.hk/en/view-resource-centre-content/100618.
45. Austin Ramzy, « A labour strike in Southern China offers hope for a more democratic future », *Time*, 8 juillet 2012, http://world.time.com/2012/07/08/a-labour-strike-in-southern-china-offers-hope-for-a-more-democratic-future/.
46. Un reportage de *China Newsweek* retrace l'organisation de la grève par les jeunes travailleurs. Une traduction anglaise, « Avid young reader of Mao Zedong's poetry from the post-1980s generation leads the Honda strike », est disponible sur *China Labour News Translations*, www.clntranslations.org/article/56/. Depuis les grèves de 2010, le syndicat de l'entreprise a aidé à négocier une autre augmentation de salaire en 2011 pour les travailleurs à la chaîne de Nanhai Honda, rehaussant le salaire mensuel à plus de 2 600 *yuan*. Voir « Collective bargaining nets Honda workers in Foshan a 611 *yuan* increase in pay for 2011 », *China Labour Bulletin*, 7 mars 2011, www.clb.org.hk/en/content/collective-bargaining-nets-honda-workers-foshan-611-yuan-increase-pay-2011 (consulté le 15 avril 2013). Plus récemment, en mars 2013, les travailleurs de Nanhai Honda ont réussi à organiser un autre mouvement de protestations qui a entraîné une augmentation de salaire supplémentaire. Voir « Nanhai Honda workers get pay increase after one day strike », *China Labour Bulletin*, 20 mars 2013, www.clb.org.hk/en/content/nanhai-honda-workers-get-pay-increase-after-one-day-strike (consulté le 15 avril 2013).

ont non seulement pu se tenir mutuellement informés de la progression du mouvement de grève, mais ont également pu avertir les journalistes, les avocats et les défenseurs des droits du travail des dernières avancées. Au cours de la grève chez Honda, sur le site de production de Zhongshan, la nouvelle génération de travailleurs a défendu publiquement sa cause en filmant le mouvement de grève et en mettant l'enregistrement en ligne afin de « porter à la connaissance de tout un chacun les injustices » qu'ils subissent. Certaines de ces actions ont davantage débouché sur des victoires substantielles que sur des augmentations de salaires. En 2012, lorsque plus de 700 employés – pour la plupart travailleurs migrants – ont collectivement décidé de quitter leur poste sur le site de production de Ohms Electronics à Shenzhen, ils ont gagné le droit d'élire un représentant du personnel pour le syndicat de l'usine [47]. Dès lors que la nouvelle génération de travailleurs devient de plus en plus active dans la défense de ses droits, l'appel à des élections démocratiques des représentants syndicaux peut devenir plus pressant encore.

Conclusion: vers une plus grande égalité?

Cet article s'est intéressé aux inégalités systémiques qui touchent la jeunesse chinoise aujourd'hui et aux combats que beaucoup doivent mener pour atteindre leur « rêve chinois ». Alors que le train de vie opulent de la seconde génération de riches a attiré plus d'attention et a fixé les regards sur la Toile (*wangluo weiguan* 网络围观), pour une grande majorité de la jeunesse chinoise la foire d'empoigne commence dès lors qu'ils sont placés, sans en avoir le choix, dans un système éducatif inégalitaire qui privilégie les citadins et les riches. À l'occasion de leur entrée sur le marché du travail, les moins instruits se voient contraints de se défendre contre un régime d'exploitation de la main-d'œuvre, et ceux qui ont davantage étudié se retrouvent au chômage ou coincés dans des emplois sous-payés, alors que leurs homologues ayant de meilleures relations et revenant de l'étranger s'emparent de postes enviables au gouvernement et dans les firmes multinationales. Ainsi, quand bien même des mots d'ordre, tels que *diaosi*, peuvent paraître anecdotiques, ils soulignent, en définitive, des problèmes profondément ancrés dans la société chinoise.

Même si des études analytiques menées avec prudence telles que *Myth of the Social Volcano* (2010) de Martin King Whyte atténuent des exposés plus sensationnels de la situation déjà explosive du malaise social qui fermente, il est indéniable qu'avec la rigidité de la structure sociale et l'absence évidente d'ascension sociale (*jieceng liudongxing* 阶层流动性) la frustration s'est accrue. La presse de Chine continentale la plus critique blâme, et ce de plus en plus fort, la transmission intergénérationnelle de privilèges et de positions désavantagées, dont même la presse officielle parle parfois. Par exemple, après l'affaire Li Tianyi, le *Quotidien du peuple* a été le premier à fulminer contre les enfants gâtés des familles privilégiées : « Habitués à obtenir tout ce qu'ils veulent et à voir leurs problèmes résolus, ils vont utiliser le nom de leur père comme excuse, tenir la richesse qu'ils exhibent pour acquis et considérer que défier les lois revient à un acte de bravoure » [48]. Reste à savoir, néanmoins, si de telles effusions épisodiques quant à l'expression d'un sentiment d'indignation qui plane au-dessus des histoires à sensation des *fu'erdai* peuvent conduire à des analyses plus détaillées et plus systématiques de la problématique de la polarisation et de la stratification sociale dans la Chine contemporaine.

Au sein de la nouvelle génération, les jeunes sont de plus en plus disposés à saisir les occasions de mener des actions collectives, allant des manifestations anti-japonaises à l'activisme pro-environnemental, pour exprimer leur frustration face aux problèmes tels que ceux du chômage et des inégalités de revenus. De la défense active des droits du travail, à la déconstruction irrévérencieuse du privilège et de l'autorité à travers l'humour *diaosi*, les jeunes engagent eux-mêmes le dialogue de manière critique et créative sur les problèmes d'inégalité et d'immobilité selon leurs propres termes. Peut-être ne constituent-ils pas un front uni défiant ceux qui jouissent de l'ordre inégalitaire actuel, mais ils mettent indubitablement en lumière de nouvelles façons, pour la jeune génération chinoise, de négocier des identités.

Traduit par Gwendoline Debéthune.

Karita Kan est doctorante en politique à l'université d'Oxford et assistante de recherche au CEFC (karitakan@gmail.com).

Cette synthèse de presse est compilée à partir d'une sélection des revues de presse bimensuelles du CEFC, disponibles sur www.cefc.com.hk.

47. Austin Ramzy, *ibid.* En dépit de l'existence de syndicats, les représentants du personnel sont généralement imposés du haut vers le bas et défendent les intérêts des dirigeants. Le président du syndicat de Foxconn, par exemple, est un assistant spécial du PDG. Pun Ngai and Jenny Chan, *ibid.*

48. « Haizi zhi guo, jiaoyu zhi shang » (Les erreurs de l'enfant, la tragédie de l'éducation), éditorial du *Quotidien du peuple*, 25 février 2013, http://theory.people.com.cn/n/2013/0225/c40531-20585983.html (consulté le 30 avril 2013).